

Arguments pour la lutte sociale n° 6 du 25 mai 2015

Une semaine de lutte de classe en France

Lundi 18 mai : les dirigeants de la “motion B” dite “des frondeurs”, soumise dans 3 jours au vote des adhérents du PS, Christian Paul et Benoît Hamon, martèlent leur soutien à la “réforme” du collège en prétendant que ce serait “la droite” qui la combat.

Mardi 19 mai, grève massive dans les collèges à l'appel des syndicats de la FSU SNES, SNEP et SNUEP, des fédérations enseignantes de la CGT et de la CGT-FO, de SUD-Education et du SNALC, pour le retrait du projet de “réforme” du collège. En relation avec ce mouvement, grèves et manifestations parisiennes et lyonnaises des fonctionnaires territoriaux contre la “réforme” territoriale.

Mercredi 20 mai au matin, le gouvernement publie le décret d'application de la dite “réforme” du collège.

Mercredi 20 mai au matin (bis), Laurence Parisot, dirigeante du MEDEF, appelle sur BFM Business à “savoir vivre avec son temps” et donc à soutenir la “réforme” du collège.

Mercredi 20 mai au matin (ter), Alain Madelin, ancien nervis fasciste et actuel figure de la droite libérale, appelle toute la droite à soutenir la “réforme” du collège.

Mercredi 20 mai encore : le Conseil d'administration de Pôle Emploi, sur impulsion du gouvernement, annonce la généralisation des dispositifs de “contrôle” visant à traquer et radier les chômeurs faisant montre d'une “insuffisance de recherche d'emploi”.

Jeudi 21 mai, grève massive à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, à l'appel des délégués CGT, FO et SUD réunis le 30 avril à la Bourse du travail, contre la hausse de travail sans hausse de salaire par le vol des jours de RTT et la fin du temps de repas comme travail effectif que veut imposer l'homme du gouvernement, le patron de choc social-chrétien Martin Hirsch : 8000 manifestants.

Jeudi 21 mai au soir : vote dans les sections du Parti socialiste. A peine plus de la moitié des membres théoriques du PS ont voté, soit 65.432 personnes, cela à 60% en faveur de la motion Cambadélis soutenue par le gouvernement, 29% en faveur de la motion des “frondeurs” qui viennent d'apporter leur plein soutien à la “réforme” du collège, 9,5% et 1,5% aux deux autres motions.

Jeudi 21 mai toujours : le MEDEF fait savoir que selon lui la situation financière des régimes de retraite complémentaire des salariés du secteur privé (Arrco) et des

cadres (Agirc) exige de partir en retraite à 67 ans, de diminuer le montant des retraites, de ne verser la pension de réversion aux veuves et veufs qu'après 60 ans (contre 55 ans actuellement), et de fusionner Agirc et Arrco (soutien immédiat de la CFDT sur ce point).

Samedi 23 mai, congrès de la fédération de parents d'élèves FCPE, acte 1 : la ministre de l'Éducation nationale "ovationnée" selon les médias - en fait applaudie par la moitié de la salle, boudée par l'autre moitié. Elle annonce qu'elle va "rencontrer les syndicats" (qu'elle a refusé de rencontrer le jour de la grève) pour discuter avec eux de l'application de sa "réforme".

Dimanche 24 mai, congrès FCPE, acte 2 : les chiffres du vote des sections de base de la FCPE, connus mais cachés depuis plusieurs jours, sont rendus publics auprès du congrès. **Pour la première fois dans l'histoire de cette organisation, la direction est désavouée** : le rapport d'activité est rejeté par 47,90% des votes contre 41,43% de pour et 10,67 d'abstentions. On comprend dès lors qu'il fallait 1) publier le décret et 2) monter l' "ovation" de la ministre, avant que ces chiffres ne soient connus !

Lundi 25 mai, congrès FCPE, acte 3 : bien que le président de la FCPE ne soit pas réélu, la direction fait savoir que "conformément aux statuts" son renouvellement ne porte que sur un tiers de ses membres, qu'elle se réunira le 6 juin pour élire un nouveau bureau national, et "*continuera, pour la réussite de tous les élèves, à défendre la réforme du collège, qui doit être abondée en moyens suffisants*". La direction de la FCPE semble bien décidée à rester et à mettre la vieille fédération dans le même état que le PS : obéissant, mais en loques ...

C'est une montée, lente mais réelle, vers l'affrontement entre patronat et gouvernement d'un côté, monde du travail de l'autre, que montrent ces événements. Le score, prévisible, du vote interne dans le PS montre l'écart désormais abyssal entre ce parti, sa base comprise, et le monde réel qui souffre, travaille, cherche du travail et lutte. Et cet écart vaut aussi pour une partie des votes pour la motion B quand on voit ses chefs soutenir les attaques gouvernementales contre l'école publique, ce qui ne les engage pas à continuer la résistance parlementaire qu'ils avait amorcé contre la loi Macron !

La conséquence à en tirer est nette : les militants qui, dans la lutte sociale, affrontent le gouvernement et le patronat doivent s'associer politiquement, y compris ceux qui sont encore au PS pour lesquels là réside leur seule planche de salut.

Tout de suite, l'heure doit être à l'action pour l'abrogation de la réforme du collège et le retrait du projet de loi Macron ! L'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires ne se réunit, aux dernières nouvelles, que le 8 juin. Pourquoi si tard quand la loi Macron va passer à l'Assemblée nationale cette semaine là précisément?

Réforme du collège : qu'en est-il en fait ?

Le texte ci-dessous a été écrit sur sollicitation de l'organisation socialiste révolutionnaire de Suisse romande SolidaritéS et nous a donc forcé à bien synthétiser les choses :

Difficile pour qui n'est pas proche du terrain de se faire une idée de la fameuse «réforme du collège» en France, tant de bruit est fait pour faire croire qu'elle serait «de gauche» et ses adversaires «de droite». On pourrait croire que la lutte oppose «progressistes» et «élitistes conservateurs». Toutes proportions gardées, c'est une fiction analogue aux croyances selon lesquelles les «révolutions arabes» sont des vagues islamistes montées par la CIA ou la révolution ukrainienne du Maidan un mouvement «nazi» ...

Ni le MEDEF, qui la soutient à fond ni l'enseignement privé catholique sous contrat ne s'y trompent quant à eux, et c'est l'ancien nervi fasciste Alain Madelin, dirigeant de la droite libérale, qui a récemment rappelé à toute la droite qu'elle ne doit pas trop en faire pour profiter des difficultés du gouvernement actuel sur ce sujet!

Quant aux personnels de l'Éducation nationale, base historique de la gauche en général et du PS en particulier, la crainte de «faire le jeu de la droite» faiblit car ils ne sont pas dupes: ils savent très bien que même si Sarkozy dit s'opposer à cette réforme sortie tout droit des cartons de ses ministères, prolongeant les mesures prises alors dans les lycées et lycées professionnels. D'ailleurs, CFDT, UNSA, fédération de parents d'élèves FCPE et UNEF accusent les enseignants mobilisés de favoriser «la droite» alors qu'ils avaient soutenu ces mesures de Sarkozy!

Alors, de quoi s'agit-il? Des activités nouvelles sont annoncées: les Enseignement Pratiques Interdisciplinaires (EPI). Mais (outre qu'elles ne sont pas si nouvelles) elles ne sont pas assurées par des moyens supplémentaires car chaque collège devra choisir quelles sont les matières enseignées dont les horaires devront être baissés afin de leur faire place, à proportion de 20%. Toutes les classes d'un même niveau autre que les 6ème pourront voir leurs horaires varier, sous réserve de respecter l'horaire global de l'élève et l'horaire global des disciplines touchées sur l'ensemble des niveaux. En 6ème, le contenu de 20% des horaires pris sur les matières enseignées jusque là sera de plus en plus défini en relation avec les activités périscolaires dans les écoles primaires, que les municipalités ont été depuis 2013 contraintes de prendre en charge et de financer, les rendant souvent payantes pour les familles.

Tout cela rendra les horaires et les contenus d'enseignements différents d'un collège à un autre. Un enfant dont la famille déménage pourra fort bien ne pas avoir droit aux horaires théoriquement légaux en Français ou en Maths. Quand on voit le leader UMP Chatel faire mine de s'opposer au gouvernement en disant qu'il faut un «collège différencié», c'est-à-dire encore plus inégal et inégalitaire on

comprend l'imposture car c'est cela qui serait mis en place: **l'éclatement du service public national en établissements territoriaux.**

L'idéologie en acte est celle des pédagogues ministériels hostiles aux disciplines, corps de connaissances scientifiquement constitués que l'on peut certes critiquer et dépasser - mais une fois qu'on les maîtrise, ce qui n'est pas nécessaire si les jeunes doivent devenir «employables» et jetables par le capital. Ce qui permet des économies: disciplines scientifiques en 6ème, disciplines artistiques, seraient regroupées, les horaires de langues globalement diminués, surtout l'allemand. Le latin et le grec ne seraient plus des disciplines mais des activités rattachées à un EPI à l'existence aléatoire.

Il ne s'agit là de rien d'autre que de réduction de l'offre publique de formation. Il est particulièrement lamentable de voir des énarques et universitaires «de gauche» pétitionner contre la défense du latin et de l'allemand qui serait de «l'élitisme conservateur»: pour s'imaginer que c'est la bourgeoisie financière bling-bling d'aujourd'hui qui veut faire du latin, il faut décidément être soi-même très loin du peuple!

Les sections d'enseignement général professionnel adapté destinées aux élèves les plus en difficulté sont elles aussi menacées, ce qui irait de pair avec la transformation de collèges entiers en collèges pré-professionnels pour prolétaires, avec l'EPI «découverte du monde économique et professionnel» et les dispositifs de «découverte de l'entreprise».

Comme les professeurs sont encore recrutés par des concours portant sur les disciplines, l'attaque contre celles-ci vise à court terme leur statut de fonctionnaire, se combinant avec la territorialisation de l'école pour détruire une conquête sociale historique appelée l'école publique.

Depuis plusieurs semaines monte une mobilisation par en bas, par des réunions dans les établissements à l'initiative des personnels eux-mêmes, s'adressant aux parents et aux élus locaux. Les professeurs sentent que cette réforme est la réforme de trop mais que si on la bloque, on remettra en cause tout le processus des contre-réformes néolibérales. Les militants et instances syndicales ont imposé la rupture des négociations et l'appel au retrait de la réforme par le principal syndicat du secteur, le SNES-FSU. Avec FO, la CGT, Solidaires et un petit syndicat corporatif droitier, le SNALC, on a l'écrasante majorité des syndicats de l'enseignement secondaire.

Le chiffre officiel des grévistes du 19 mai (27,5%) est déjà important mais il est truqué car le ministère l'établit à partir des messages des chefs d'établissements concernant les enseignants prenant leur service à 8h du matin. Même vrai, il traduirait une vague montante: depuis l'échec du mouvement pour les retraites en 2010, il n'y avait pratiquement plus de grévistes dans des mouvements nationaux, et le désespoir engendré par la politique de Hollande a d'abord aggravé cela. Voilà ce qui est en train de changer.

La veille, les chefs de la motion B du PS dite des «frondeurs», Christian Paul et Benoît Hamon, ont fait savoir qu'ils soutiennent vent debout la ministre contre les «élitistes conservateurs», en vérité contre les personnels du service public. Ainsi finit de se cristalliser la cassure, la coupure entre le monde enseignant et la gauche officielle. Le processus de mobilisation autonome est engagé et ne va pas s'arrêter de sitôt, et il va au delà des enseignants car leur réflexe naturel est d'élargir information et mobilisation: on ne peut encore prédire les rythmes - la mise en application est annoncée pour septembre 2016-, mais on peut assurer que le soutenir et s'appuyer sur lui sera une donnée incontournable pour construire une perspective politique alternative.

Espagne : le souffle du changement.

Élections régionales (sauf au Pays basque et en Andalousie) et municipales dans l'État espagnol : les vaincus sont sans conteste le parti bourgeois de droite PP, actuellement au pouvoir, qui perd 2,7 millions de voix par rapport aux municipales précédentes, et le parti bourgeois de droite catalaniste CiU, ébranlé à Barcelone (ce qui ne veut pas dire que la question nationale catalane passe au second plan : elle était présente aussi dans les forces qui ont affronté et affaibli CiU). Le PP n'a plus la majorité absolue en Cantabrie, Castille-La Manche et dans les communautés de Valence et de Madrid, perd les gouvernements d'Aragon, d'Estrémadure et des Baléares et pourrait le perdre en Castille-et-Léon.

La question démocratique du départ, de la chute, du renversement, du gouvernement réactionnaire d'austérité et de paiement de la dette soi-disant publique de Mariano Raroy est clairement posée par les peuples.

La hausse de la participation n'a profité ni au PSOE, qui perd lui aussi, en proportion moindre, des voix, ni à la Gauche unie (autour du PCE) qui perd toute représentation dans les parlements des autonomies, sauf aux Asturies. Elle profite, à "gauche", aux listes diverses que soutenait Podemos et, dans une moindre mesure, à "droite", à Ciudadanos, qui n'obtient pas les résultats escomptés et annoncés.

L'électorat ouvrier, l'électorat populaire et l'électorat jeune s'est donc largement porté sur les listes soutenues par Podemos, dont la dynamique provient du rejet de l'austérité et du remboursement de la prétendue dette publique ainsi que de la radicalité démocratique du mouvement des Indignés de 2011. Particulièrement importante et symbolique est la victoire barcelonaise de la militante contre les expulsions locatives Ada Colau, qui réclame la réquisition des logements vides de la bulle immobilière. A Madrid, Manuela Carmena, soutenue par Podemos, est en mesure de prendre la mairie en s'alliant au PSOE contre le PP. A Cadix, la situation est similaire et porterait à la mairie Kichi Gonzales, de la

tendance Anticapitalistas de Podemos. En Galice, le mouvement régional Mareas Atlánticas, soutenu par Podemos, est en tête à la Corogne ou à Santiago.

La tendance Anticapitalistas de Podemos proclame que « *le moment est venu d'ouvrir un vaste débat démocratique dans le mouvement populaire pour gagner les prochaines élections générales. Nous devons continuer à développer et organiser cette vague de changement, avec des assemblées ouvertes dans tous les coins de l'État. L'unité populaire, une rupture radicale avec la logique de la gestion de l'austérité, un engagement clair pour impliquer les personnes dans toutes les décisions qui nous attendent, notamment la politique des pactes, sont le moyen de gagner* ».

Podemos doit et peut prendre la tête de l'unité pour chasser Rajoy, contre la dette soi-disant publique et contre la monarchie, ne s'allier en aucun cas à des formations telle que Ciudadanos et ainsi gagner les élections de fin d'année ou les faire gagner par des candidats mandatés par leurs électeurs.

Irlande : une défaite majeure pour l'Église catholique

Le référendum sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, avec une forte participation et un résultat sans appel (participation supérieure à l'habitude, Oui à 62,1% majoritaire dans tous les comtés urbains comme ruraux sauf un), est avant tout un camouflet contre le cléricalisme et la volonté de l'Église de faire la loi dans la vie privée des gens, camisole de force dont a tant souffert la nation irlandaise.

Mais cette défaite majeure engendre une situation hautement contradictoire : le mariage est donc ouvert aux couples de même sexe, mais l'avortement reste interdit, même s'il est question d'un référendum, qui en l'état actuel ne porterait d'ailleurs pas sur le principe du droit à l'avortement, mais sur la possibilité d'en lever l'interdiction en cas de viol, malformation ou menace vitale pour la mère ... Rappelons que la constitution irlandaise comporte cet article : "*L'État reconnaît que l'hommage de l'adoration publique est dû au Dieu Tout-Puissant. Il révèrera Son nom ; il respectera et honorera la religion.*", et celui-ci : " *... l'État reconnaît que, par sa vie à la maison, la femme fournit à l'État un soutien sans lequel le bien commun ne pourrait être atteint*". Mais en même temps, la gestation pour autrui est légale de facto.

Certains médias et commentateurs français soulignent le "travail de réflexion" qui serait engagé dans l'Église suite à ce vote populaire, et s'en félicitent déjà. Il y aura lieu de se féliciter lorsque, et seulement lorsque, la pleine laïcité, l'élimination de ces articles de la constitution, et l'abrogation de l'aide publique aux écoles et institutions de santé religieuses (catholiques mais aussi protestantes), auront été réalisées. L'autre voie serait celle d'une société où couples hétéros et

homos se marient en blanc et en costard pendant que la libre disposition de leur corps par les femmes reste au fondement, une société marchande et oppressive, et toujours patriarcale en fait.

D'autant que ces questions se posent dans toute l'Irlande, les Églises presbytérienne, anglicane et catholique d'Irlande du Nord n'étant pas en reste. Le vote de masse qui vient d'avoir lieu ne peut en effet pas être séparé d'un contexte où les élections britanniques et le retour de la question nationale écossaise conduisent à remettre, de manière nouvelle, l'objectif d'une République irlandaise unifiée, laïque et démocratique, à l'ordre du jour. Les élections législatives irlandaises, début 2016, peuvent voir le Sinn Féin, les puissants mouvements sociaux contre la taxe sur l'eau et la taxe immobilière, et les formations d'extrême-gauche, progresser puissamment voire gagner. La banquise s'est mise en mouvement dans les îles britanniques.

Larmes de crocodiles sur Palmyre

La prise de Palmyre par "l'État islamique" est une nouvelle terrible pour toute personne attachée à l'émancipation humaine. D'abord, parce que les aspirations démocratiques des peuples syrien et kurde, héroïquement défendues contre les barbares de Bachar el Assad et les barbares islamistes, sont les nôtres. Ensuite parce que le patrimoine historique et culturel du Proche-Orient concerne toute l'humanité, non comme patrimoine figé, mais comme moyen vivant de se saisir de l'histoire et de la culture humaines. Le déchiffrement des hiéroglyphes comme des écritures cunéiformes est un phénomène récent et important. Le saccage des musées irakiens provoqué par l'invasion nord-américaine en 2003 a amorcé un mouvement régressif, que les pillages, les bombardements de l'armée syrienne sur Palmyre, et le pseudo iconoclasme vandale de Daesh, prolongent. Insistons : là où l'on voudrait parfois faire croire que les crimes islamistes contre le patrimoine des peuples de la région relèveraient d'un puritanisme religieux ancien, il s'agit en fait de barbarie moderne et marchande dans laquelle l'impérialisme nord-américain a joué un rôle d'initiateur.

A présent, il faut reprendre Palmyre, comme tous les territoires conquis par cette milice qui ne mobilise pas les foules mais qui est surarmée et financée par la rente pétrolière. Ce ne sera ni par l'intervention impérialiste, ni par l'action de l'armée syrienne qui a, au contraire, délibérément laissé Daesh traverser le désert et prendre Palmyre, ancienne ville opposante dont la population peut ainsi être punie par Daesh pour le compte de Bachar, et ancien lieu d'une terrible prison que le régime a pris soin d'évacuer "tranquillement", ni par celle des monarchies du golfe et de la péninsule arabique, celles auxquelles Hollande vent Rafales sur Rafales, ni par le gouvernement turc qui aide les islamistes et tente de prendre le peuple kurde à la gorge. Au fait, peut-on sérieusement croire que l'attentat d'ampleur contre des chiites récemment commis en Arabie saoudite et revendiqué

par Daesh, qui vise les ennemis désignés du régime saoudien, ceux qu'il combat au Yémen, pourrait être indépendant de ce régime ?

Sauver Palmyre, sauver le patrimoine connu et inconnu des Natoufiens, des peuples néolithiques, des Sumériens, des Akkadiens, des Hittites, des Araméens, des Hébreux, des Accadiens, des Hourrites, des Grecs, des Romains, des Turcs, des Arméniens, des Kurdes, des Arabes et de tous les autres, passe par rendre Palmyre à la nation syrienne insurgée. Et cette restitution passe par la chute de Bacher el Assad.

Noix d'honneur ...

Question : quel est le parti politique français qui a émis une protestation solennelle contre l'insuffisance - on a bien dit l'insuffisance ! - de la rallonge budgétaire de 3,8 milliards d'euros accordée par le président Hollande au budget des armées ?

Première précision pour se mettre sur la piste : le parti en question se veut un opposant véhément à la politique étrangère française qu'il accuse de ne pas être "française", mais "américaine".

D'autres précisions pour se mettre sur la piste : cette prise de position va avec le soutien aux forces russes dans le Donbass, une propagande honteuse contre "les nazis ukrainiens" et l'appel pressant à vendre les Mistral à Poutine, ainsi qu'avec le soutien à toutes - on a bien dit : toutes (de celle de Sarkozy en Libye en 2011 à celle de Hollande en Centrafrique) ! - les interventions militaires françaises en Afrique.

Réponse : il s'agit du PG (Parti de Gauche), dont le chef - appelons un chat un chat - J-L. Mélenchon a eu, comme on sait, la vision de "mercenaires chicanos" combattant le peuple "russophone" du Donbass et voudrait tant que "la France" combatte "les nazis" !

La protestation de ce parti contre l'insuffisance du budget militaire de la France est signée de son "responsable aux questions de Défense", l'officier de réserve (ainsi se définit-il lui-même politiquement) Djordje Kuzmanovic : <https://www.lepartidegauche.fr/actualites/actualite/budget-defense-une-politique-irresponsable-32306>